



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

E/CN.4/2000/NGO/95  
11 février 2000

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

---

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquante-sixième session  
Point 11 a) de l'ordre du jour provisoire

DROITS CIVILS ET POLITIQUES ET, NOTAMMENT :  
TORTURE ET DÉTENTION

Exposé écrit présenté par l'Organisation arabe des droits de l'homme,  
organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est distribué  
conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[16 décembre 1999]

## **OTAGES LIBANAIS : UNE SIMPLE MONNAIE D'ECHANGE**

Les forces israéliennes détiennent actuellement cent-quatre-vingt trois (183) otages libanais. Quelque 142 d'entre eux se trouvent au camp de rétention de Khiam, et les autres (soit 41 personnes) dans des prisons situées sur le territoire israélien (Askalan, Ayalon Naftha...).

L'âge des prisonniers va de 14 à 70 ans. Depuis sa création, en 1985, le camp de rétention de Khiam est utilisé pour maintenir des individus en détention sans aucun document juridique, sans accusation ni procès, et sans possibilité d'accéder à un avocat.

Les forces israéliennes contrôlent directement le camp de Khiam. Par ailleurs, ce sont les services secrets israéliens qui conduisent l'interrogatoire des personnes arrêtées, avant de les transférer à ce camp ou dans les prisons situées en Israël.

Quatorze prisonniers sont décédés au cours de tels "interrogatoires". Deux autres - MM. Salim Awada et Rida Youssef Mustafa - sont morts à l'hôpital de l'université américaine de Beyrouth après avoir été relâchés.

Du fait de la malnutrition, du manque de soins médicaux et de la privation de lumière pratiquée par les forces israéliennes, différents problèmes de santé se répandent dans les camps de détention : rhumatismes, déshydratation, amnésie, troubles de la vision, maux d'estomac, etc.

Dans le camp de rétention de Khiam se trouvent des malades et des blessés. Ainsi, la jambe de M. Sleiman Ramadan a dû être amputée dans un hôpital israélien en 1985, aucun médecin ne s'étant occupé de ses blessures infectées. Cette négligence médicale prolongée, à laquelle s'ajoute une erreur commise lors de sa première amputation, ont exposé ce prisonnier au risque d'une seconde amputation, sur le moignon restant.

Même les enfants n'échappent pas à ces camps. C'est le cas de Hassan Moussa Rida, 15 ans, kidnappé dans son village d'Ayata Al-Chaab, le 15 juillet 1999.

Les forces israéliennes détiennent également un grand nombre de personnes âgées, parmi lesquelles MM. Ali Ghanwi (60 ans), Mohamad Salim Katbay (64 ans) ou Zaki Hassan Awada (66 ans). Ces prisonniers sont en outre en très mauvaise santé.

De nombreuses femmes se trouvent aussi dans ces centres de détention. Citons ainsi la journaliste Cosette Elias Ibrabim, enlevée par les services secrets israéliens, le 2 septembre 1999 parce qu'elle était soupçonnée de collecter des renseignements sur la situation dans les territoires occupés et sur l'identité des détenus civils, qui sont en majorité des étudiants et des agriculteurs.

Le fait que certains des individus kidnappés aient été dirigés hors du territoire libanais, vers des centres de transfert ou des prisons israéliennes pour y être jugés, est contraire aux articles 49 et 76 du titre IV de la Convention de Genève, qui disposent respectivement que :

"Les transferts forcés, en masse ou individuels, ainsi que les déportations de personnes protégées hors du territoire occupé dans le territoire de la Puissance occupante ou dans celui de tout autre Etat, occupé ou non, sont interdits, quel qu'en soit le motif.

et

"Les personnes protégées inculpées seront détenues dans le pays occupé et, si elles sont condamnées, elles devront y purger leur peine [...]."

Ces enlèvements sont en eux-mêmes une offense aux autorités libanaises. Les peines prononcées par la cour martiale israélienne à l'encontre des personnes kidnappées n'ont pas de caractère légal et sont en contradiction avec toutes les règles internationales relatives aux procès. Il faut également citer le cas de 19 otages libanais détenus dans la prison israélienne d'Ayalon. Même lorsque les peines auxquelles ils ont été illégalement condamnés ont été purgées, Israël les a maintenus en prison, en prorogeant tous les six mois leur période de détention. Certains de ces otages sont ainsi retenus prisonniers alors que leur peine a expiré depuis plus de 11 ans. C'est notamment le cas de MM. Bilal Dakroub et Ahmad Ammar. En outre, même ces procès illégaux sont réduits à de pures formalités. Aucune différence n'est faite entre les prisonniers détenus sans procès, ceux qui ont été jugés et ceux qui ont théoriquement purgé leur peine. Tous sont otages. La Cour suprême israélienne a d'ailleurs admis le 13 octobre 1999 que ces prisonniers libanais étaient des otages et constituaient une simple monnaie d'échange.

Cette reconnaissance légale de la prise d'otages par Israël et l'acceptation des tortures par le régime de ce pays sont une violation manifeste de toutes les lois internationales, et constituent une première mondiale. Jamais dans l'Histoire, une cour suprême n'avait jusqu'ici donné sa bénédiction à la prise d'otages.

Certaines des personnes kidnappées n'ont jamais été jugées. Elles sont confinées dans leur cellule, sans accès à la Croix rouge, sans même pouvoir écrire à leur famille (ou en recevoir du courrier). C'est le cas du Cheik Abdul Karim Obeid et de M. Mustafa Dirani.

Dans la prison israélienne de Nafta se trouve le plus ancien prisonnier libanais des Israéliens : M. Samir Kintar est en effet détenu depuis le 22 avril 1979. Condamné à perpétuité, il n'a droit à aucune visite de sa famille, bien que sa détention dure maintenant depuis 22 ans.

La plupart des détenus souffrent de problèmes de santé et de troubles psychologiques. Leur famille n'est pas autorisée à leur rendre visite et ils sont contraints de vivre totalement isolés du monde extérieur.

Les Israéliens détiennent par ailleurs des dizaines d'otages libanais sans le reconnaître officiellement. Le lieu de détention de ces personnes reste secret.

Les accusations portées contre les prisonniers libanais peuvent être résumées de la manière suivante :

1. lutte clandestine contre l'occupation israélienne;
2. refus de servir dans la milice pro-israélienne;

3. refus de payer impôts ou taxes;
4. coopération avec le gouvernement libanais ou fourniture de renseignements à l'armée libanaise;
5. refus de toute forme d'aide provenant d'Israël et refus de se rendre en touriste en Israël;
6. possession de téléphones mobiles;
7. refus de toute forme d'aide provenant d'Israël et refus d'organiser des voyages touristiques en Israël.

La présence d'otages libanais dans le camp de rétention de Khiam et dans les prisons israéliennes est une cause nationale pour les Libanais. L'ensemble de ses aspects humanitaires en fait également une cause internationale. Cela doit inciter les Nations Unies, les gouvernements du monde entier et les organisations humanitaires, arabes ou non, à prendre la responsabilité d'une campagne mondiale destinée à soutenir les exigences suivantes :

1. libération de tous les jeunes, malades, blessés et personnes âgées détenus dans le camp de rétention de Khiam;
2. libération de tous les prisonniers qui ont purgé leur peine à la prison d'Ayalon;
3. fin des tortures pratiquées dans le camp de rétention de Khiam et des traitements cruels et inhumains infligés aux détenus dans le but de porter atteinte à leur dignité;
4. envoi d'une commission d'enquête internationale au camp de rétention de Khiam. Renvoi des criminels de guerre qui ont torturé les détenus, directement ou indirectement, devant les tribunaux internationaux. Indemnisation et mesures de réhabilitation des victimes;
5. autorisation, pour tous les prisonniers, de rencontrer leur famille, des avocats, la Croix rouge et les organisations de défense des droits de l'homme;
6. condamnation des décisions de la Cour suprême israélienne considérant les Libanais détenus comme des otages, en contradiction flagrante avec la Déclaration universelle des droits de l'homme;
7. annulation des "procès de pure forme" des personnes détenues, et condamnation de ces procès comme contraires au droit international;
8. obligation, pour les Israéliens, d'indiquer le lieu de détention des personnes portées disparues, ou de livrer leur corps à la Croix rouge.

Les Nations Unies, les gouvernements du monde, les organisations internationales de défense des droits de l'homme et toute personne soucieuse de justice et des droits de la personne à la vie devraient unir leurs efforts pour contribuer à débarrasser l'humanité du camp de rétention de Khiam, pour en obtenir la fermeture, et pour libérer tous les otages libanais détenus dans les prisons israéliennes.

-----